

le pouvoir aux travailleurs

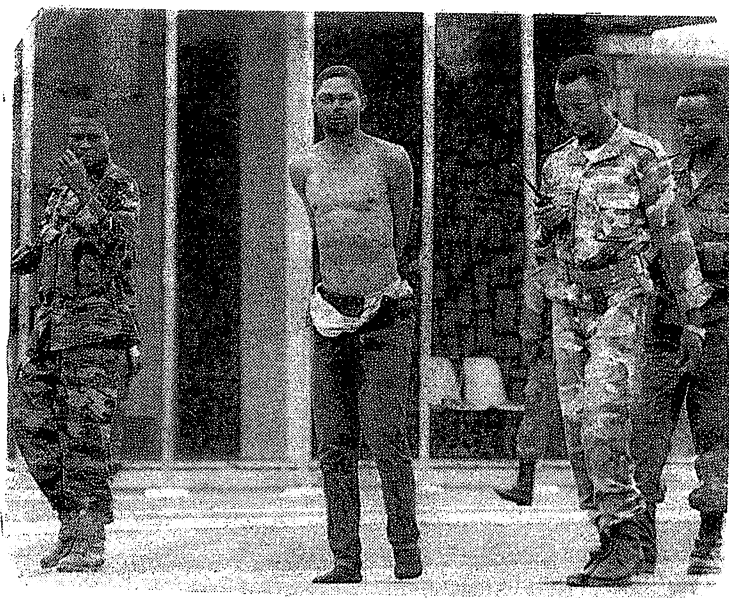
mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

LE 13 DECEMBRE 1998

N° 264 PRIX 4 FF



IL N'Y A PAS

DE DROITS DE L'HOMME

SOUS LE CAPITALISME

SOMMAIRE AU VERSO

S O M M A I R E

é d i t o r i a l

Page 2
Editorial

Page 3
Côte d'Ivoire:
Grève dans la fonction publique...

Page 5
Sénégal: Sous prétexte de résoudre le problème de la Casamance, Wade quémante de nouveau une place à la mangeoire

Page 6
Gabon: Election présidentielle, une mascarade

Page 7
Immigration: La lutte des sans-papiers continue

Page 10
Madagascar: Peste et tuberculose sur fond d'exploitation...

ABONNEMENT
FRANCE:

1 an: 85 FF
Le paiement se fait uniquement en liquide ou en timbres-postes courants.

ETRANGER :
Même tarif mais uniquement en coupons-réponses internationaux.

ADRESSE :

DUFEAL-COMBAT OUVRIER
Pour le PAT B.P. 42
92114 -CLICHY Cedex

**IL N'Y A PAS DE
DROITS DE L'HOMME
SOUS LE CAPITALISME**

Il y a cinquante ans, le 10 décembre 1948, l'Assemblée générale des Nations Unies réunie à Paris, adoptait la "Déclaration universelle des droits de l'homme". Les Nations Unies comptaient alors 56 Etats membres. Aujourd'hui elles en comptent 185 et chaque pays membre est supposé adhérer à cette déclaration.

A l'occasion de la célébration de ce cinquantenaire, de nombreuses manifestations ont eu lieu un peu partout dans le monde. Et ce fut une occasion de plus pour les dirigeants des grandes puissances impérialistes mais aussi pour ceux des Etats dictatoriaux des pays pauvres de déverser des flots d'hypocrisie sur les droits de l'homme auxquels ils seraient tous attachés.

Chirac a réuni pour l'occasion quelques anciens prix Nobel de la paix, quelques opposants chinois ainsi que le Dalai Lama (chef spirituel et politique tibétain revendiquant l'autonomie du Tibet) autour d'un déjeuner à l'Elysée, histoire de montrer qu'il fait quelque chose contre les régimes qui oppriment leurs peuples à travers le monde. Mais cela ne l'a pas empêché, moins de deux semaines plus tôt, de recevoir dans ces mêmes lieux et avec la même joie, lors du sommet franco-africain, une brochette de chefs d'Etat africains, dont certains sont à classer parmi les plus grands criminels et les plus corrompus du continent.

Dans les capitales africaines aussi on a célébré cet anniversaire. Ainsi à Abidjan le gouvernement s'est félicité de mettre à l'honneur les droits de l'homme puisqu'un de ses ministres porte le titre de celui de la "Justice et des Droits de l'homme". Celui-ci a vanté les "conquêtes significatives" des droits de l'homme en Côte d'Ivoire. "La Cote d'ivoire, a-t-il déclaré sans rougir, ne se contente pas de proclamer les droits humains, elle se fait un devoir de les mettre en pratique". Le journal gouvernemental "Fraternité Matin" a même publié pour l'occasion les 30 articles de la "Déclaration universelle des droits de l'homme".

Que d'hypocrisie de part et d'autre! Car pendant que ces messieurs font de beaux discours

sur les libertés et les droits fondamentaux, des millions de personnes, y compris sous leurs yeux ne bénéficient même pas du droit élémentaire qu'est le droit à la vie. Même dans un pays riche comme la France, combien y a-t-il de personnes qui n'ont plus droit ni au logement ni aux soins parce qu'ils sont au chômage et n'ont plus de revenus suffisants pour avoir accès à ce minimum ? A plus forte raison dans les pays pauvres c'est la majorité de la population qui est exclue de ce droit à la vie pendant qu'une petite minorité vit dans le luxe le plus insolent.

Dans un monde dominé par la

recherche du profit, un système fondé sur l'exploitation de l'homme par l'homme, c'est la loi de la jungle qui est de mise. Pour maintenir l'écrasante majorité de la population dans la misère, pour lui imposer toutes les injustices, les exploitateurs utilisent la terreur par l'intermédiaire de leurs Etats. Et quand dans les pays pauvres, les pouvoirs locaux n'y parviennent pas, ils sont aidés par les dirigeants des grandes puissances pour y rétablir l'ordre. Dans un tel monde il n'y pas de place pour les droits de l'homme autrement qu'en termes hypocrites.

COTE D'IVOIRE

GREVE DANS LA FONCTION PUBLIQUE: EXPRESSION D'UN MECONTENTEMENT REEL

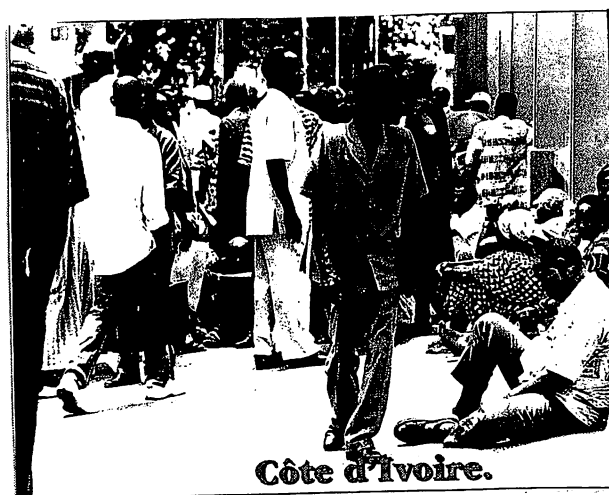
Les 2 et 3 décembre, il y a eu une grève dans la Fonction publique contre entre autres, le blocage des effets financiers des avancements, la décision récente concernant l'avancement au mérite ainsi que le non remboursement des prestations de la Mutuelle générale des fonctionnaires et agents de l'Etat (MUGEF-CI).

Pendant 2 jours, certains secteurs de la Fonction publique étaient presque vides et même parfois tout simplement fermés. Cette grève était d'autant plus suivie que les 3 centrales syndicales (Dignité, FESACI et UGTICI) l'ont déclenchée avec une belle unanimité.

C'est la première fois depuis l'indépendance qu'une telle grève a eu lieu dans la Fonction publique. C'est aussi la première fois que l'UGTICI a appelé à une grève. En effet, ce syndicat lié au PDCI (le parti au pouvoir) a été toujours contre la grève. Il y a quelques années, dans une interview, son Secrétaire général avait fièrement

affirmé avoir déjoué toutes les tentatives de grève.

Eh bien, aujourd'hui, l'UGTICI a jugé nécessaire de se démarquer un peu du PDCI en se joignant à cette



Des fonctionnaires occupant
l'entrée du Trésor public

grève. C'est que, comme les deux autres Centrales syndicales, elle a senti une montée perceptible de la

colère des fonctionnaires et agents de l'Etat.

Et il y a en effet de quoi être en colère quand on sait que depuis le début des années 80, les salaires sont bloqués, les avancements ont lieu sans effets financiers, les salariés de l'Etat ont du mal à se faire soigner parce que leur assurance mutuelle est presque en faillite, les enseignants embauchés à partir d'octobre 1991 ne touchent plus que la moitié du salaire auquel ils devraient avoir normalement droit, etc.

Cette situation a été aggravée par la dévaluation du franc CFA (Janvier 1994) qui a diminué brutalement le pouvoir d'achat des salariés, du public comme du privé, tout en renchérissant les prix des denrées. C'est face à tous ces problèmes que les fonctionnaires et agents de l'Etat ont tenu à exprimer leur ras-le-bol. Et dans

l'esprit de beaucoup d'entre-eux, cette grève représentait sans doute une sorte d'avertissement contre le gouvernement. Mais visiblement ce dernier fait la sourde oreille face aux justes revendications des salariés de l'Etat. Le ministre de la fonction publique a même eu un ton plutôt provocateur lorsqu'il a commenté cette grève en déclarant que "les perturbations ont été moins gênantes" et que "l'impact de la grève peut ne pas être significatif sur le plan de l'économie".

Pour le moment donc le mouvement n'a pas réussi à faire reculer le gouvernement. Les dirigeants de l'UGTCI et de la FESACI ont déclaré après cette grève: "Préparons-nous à une grève plus dure et plus longue". Le ministre aura peut-être alors le mouvement "significatif" qu'il cherche. Affaire à suivre.

COTE D'IVOIRE

AFFAIRE ROGER NASRA : UN PROCES POUR AMUSER LA GALERIE

Le 3 décembre dernier, le procès de l'affaire Roger Nasra qui a fait couler tant d'encre et de salive en Côte d'Ivoire a connu enfin son dénouement. Le principal accusé, Roger Nasra, a écopé 20 ans de prison pour avoir détourné une somme de 950 millions de FCFA. Ses complices, Mme Touré, sous-directrice des comptes hors-budget et des Collectivités territoriales et Kacou Silvère, commis du Trésor, ont été aussi condamnés à 20 ans de prison ferme. Un ancien chef de service courrier à la direction des Budgets a été condamné à 24 mois de prison ferme. De plus, ils devront payer ensemble les 950 millions de FCFA représentant le montant de la somme détournée et 600 millions de FCFA à titre de dommages et intérêts.

Mais à la surprise générale, Bouadou, le DG du Trésor public, a

été purement et simplement relaxé. Pourtant, depuis le début de cette affaire, Roger Nasra a toujours répété qu'il avait remis la somme détournée à Bouadou, parce que celui-ci lui avait dit que cette somme devait alimenter les "fonds secrets" pour la campagne électorale de Bédié à l'occasion de l'élection présidentielle de 1995.

Bouadou a tout nié en bloc, prétendant qu'il ne connaissait pas personnellement Roger Nasra et qu'il n'avait pas reçu un seul centime de celui-ci. Malgré de nombreuses zones d'ombre que les juges ont délibérément omis d'éclairer, Bouadou a été acquitté.

Mais pour comprendre le sens de cet acquittement, il faut se rappeler qu'au début de cette affaire de détournement, lorsque

Bouadou et d'autres inculpés ont été emprisonnés à la MACA (Maison d'arrêt et de correction d'Abidjan) en attendant leur jugement, le DG du trésor avait menacé de "parler". Cette menace a vraisemblablement pesé lourd sur le procès.

Bouadou a donc été libéré pour qu'il ne "parle" pas. Il fallait protéger d'autres personnes placées au-dessus de lui, qui risqueraient

d'être éclaboussées par cette sale affaire. Mais il s'agissait aussi de respecter une tradition: des hauts fonctionnaires coupables de détournements des fonds publics n'ont jamais été punis dans ce pays. Houphouët Boigny les avait même encouragés en disant: "on ne regarde pas dans la bouche de celui qui grille des arachides". Alors pourquoi regarder aujourd'hui dans la bouche d'un Bouadou?

SENEGAL

SOUS PRETEXTE DE RESOUDRE LE PROBLEME DE LA CASAMANCE ABDOULAYE WADE QUEMANDE DE NOUVEAU UNE PLACE A LA MANGEOIRE

Sorti du pouvoir en mars 1998 le temps de se montrer comme "opposant" à Diouf pendant les élections législatives de mai 1998, Wade fait déjà des appels de pieds à Diouf pour, de nouveau, être à la mangeoire gouvernementale. Mais comment faire ces appels sans trop paraître ridicule, sans être accusé de mendier trop ouvertement un petit poste auprès de Diouf et du PS qu'il vient de qualifier, à juste titre, de fraudeur ou d'anti-démocratique? Sa dernière trouvaille pour masquer son appétit de pouvoir c'est le problème de la Casamance. Il prétend que pour régler ce problème qui dure depuis des années il faut un "gouvernement d'union nationale" dans lequel, bien sûr, il y aurait une place de choix pour lui et pour quelques autres membres du PDS ainsi que d'autres partis de l'opposition. Pour faire semblant d'être "exigeant" il y met une condition: celle de dissoudre l'Assemblée nationale et de procéder à de nouvelles élections législatives.

Il fait presque pitié Wade tant il paraît en détresse lorsqu'il n'a pas de poste ministériel. Il est certes loin des conditions d'un SDF puisqu'il possède villa, voiture de luxe et autres privilèges accordés aux anciens ministres d'Etat. Mais

on pourrait peut-être créer pour lui le statut de SPF (sans poste fixe).

Quant à sa prétention de vouloir résoudre le problème de la Casamance, c'est une autre paire de manches. Car il a déjà été deux fois ministre de Diouf (d'avril 1991 à octobre 1992, puis de mars 1995 à mars 1998) et à ce qu'on sache la question de la guerre en Casamance n'a jamais été résolue. Il y a eu quelques accords de cessez-le-feu signés entre l'Etat sénégalais et certains représentants du MFDC mais ils n'ont jamais duré. Et à chaque fois la guerre reprenait de plus belle faisant son lot de morts et son cortège de réfugiés. Des villages entiers ont été brûlés, et les habitants chassés ou massacrés tantôt par l'armée pour terroriser les villageois soupçonnés de sympathiser avec les indépendantistes, tantôt par les indépendantistes pour punir ceux qui ne les soutiennent pas. Et pendant que l'armée sénégalaise massacrait en Casamance pour mâter la rébellion, Wade était au pouvoir à côté de Diouf. Aujourd'hui, qu'a-t-il de plus à proposer? Qu'il y ait quelques représentants du MFDC au pouvoir à côté d'autres ministres sortis des partis de l'opposition? Qu'est-ce que cela changerait? Rien.

Ni pour les populations de la Casamance qui continueront à vivre dans la misère pour une grande partie d'entre elles, ni pour les travailleurs, les petits paysans et les petites gens en général sur l'ensemble du Sénégal.

Les travailleurs qui, ici dans l'immigration, croient encore que Wade veut réellement promouvoir les intérêts de la population pauvre mais que, même quand il est au gouvernement, Diouf ne lui permettrait pas de faire ce qu'il veut, se trompent quant aux intentions réelles de Wade. Celui-ci, lorsqu'il était ministre d'Etat, avait approuvé la politique dictée par le FMI sur les blocages des salaires, les licenciements dans la fonction publique, les coupes sombres dans les budgets des secteurs vitaux comme les hôpitaux publics, l'éducation nationale, ainsi que sur les privatisations de l'électricité, du Téléphone, et de la distribution de l'eau entre

autres. Toutes ces privatisations se sont la plupart du temps soldées par des licenciements des travailleurs ainsi que par la perte de quelques petits avantages liés au statut de la fonction publique. Celle de l'électricité s'est même accompagnée d'emprisonnement de 27 syndicalistes de SUTELEC accusés d'avoir "saboté" l'entreprise alors qu'ils n'ont fait que se défendre par la grève pour ne pas subir les conséquences de la privatisation de l'électricité. Il est vrai que lorsque la grève dans l'électricité avait eu lieu en juillet 1998, et que les syndicalistes ont été mis en prison, Wade était déjà sorti du gouvernement pour préparer les élections. Mais il faisait partie du gouvernement lorsque les plans de privatisation, qui ont été la cause de la grève, avaient été élaborés.

Un tel homme politique qui a cautionné toutes ces attaques contre le monde du travail ne doit mériter l'estime d'aucun travailleur.

GABON

ELECTION PRESIDENTIELLE UNE MASCARADE .

Le 6 décembre dernier l'élection présidentielle a eu lieu au Gabon. Comme il fallait s'y attendre Omar Bongo est réélu président dès le premier tour avec 66.5% des voix.



Une manifestation de l'opposition

Considéré comme l'un des doyens des chefs d'Etat d'Afrique francophone,

il a déjà à son actif 31 ans de pouvoir.

S'il le voulait vraiment Bongo aurait pu gagner avec 99% des voix comme il l'avait déjà fait par le passé. Mais les temps ont changé et il n'est plus de bon ton pour les dictateurs de faire un excès de zèle en matière de pourcentage électoral. La mode est plutôt autour de 60 à 70%. Ca fait plus "démocratique". Nos dictateurs parlent plutôt maintenant de "transparence", de la "commission nationale électorale indépendante". Bongo n'a pas voulu être du reste. Tout d'abord, soi-disant pour montrer que les élections allaient se dérouler dans la transparence, il a fait appel à des "observateurs indépendants" de l'Association Internationale pour la Démocratie.

Cet organisme français a envoyé au Gabon treize juristes comme observateurs prétendument au-dessus de tout soupçon. D'autres juristes se sont joints à ces derniers pour former un contingent de plus de 200 personnes se retrouvant au Gabon. Comme par hasard ces "observateurs" étaient dirigés par des hommes très connus pour leur fidélité au président Bongo. Parmi ceux-là il y a un certain Bourgi, membre du RPR, qui a toujours travaillé dans l'ombre avec Foccard, ami personnel de Bongo, bref quelqu'un qui s'occupe bien de la pérennité de ce dictateur et des intérêts de l'impérialisme français en Afrique.

Evidemment au lendemain des élections tous ces juristes ont unanimement considéré qu'il n'y avait aucun problème, que tout s'est très bien passé. Et pourtant les électeurs eux ont montré qu'ils ne se font pas trop d'illusion sur le résultat. D'abord le taux de participation a été très faible, 53% dans tout le pays et 35% dans la capitale, Libreville.

Comme à chaque élection, les hommes de Bongo, en plus des bourrages traditionnels des urnes, n'ont pas hésité dans leurs moyens pour convaincre les hésitants, les indécis. Des cadeaux en CFA sont distribués à ceux qui votent et font

voter les électeurs fictifs. Pour ce faire Bongo n'a aucun problème, la caisse de l'Etat c'est comme sa poche personnelle, il y puise et il n'y a personne pour l'en empêcher. D'ailleurs pour sa campagne électorale il a, paraît-il, mis plus de moyens que d'habitude. Cette fois-ci ce fut dit-on "à l'américaine", déplacements fréquents en hélicoptère, meetings plutôt festifs avec distribution des tee-shirts avec l'effigie du président.

Dans les quartiers de Libreville qui sont acquis à l'opposition, les bureaux de vote ont été mystérieusement déplacés à la dernière minute, avant l'ouverture, dans des endroits très éloignés.

Il est bien vrai que face à un tel dictateur, qui est protégé par la France impérialiste, qui a des moyens financiers et militaires pour faire perpétuer son régime, l'opposition n'a pas l'air d'être à la hauteur de la situation.

Pour l'heure Bongo reste le dictateur du Gabon. L'impérialisme français veille sur lui. Il peut dormir tranquillement jusqu'au jour où des travailleurs en révolte, abattront sa dictature et mettront en place un régime qui défendra les intérêts de tous les exploités.

IMMIGRATION

LA LUTTE DES SANS-PAPIERS CONTINUE

Le 24 novembre Lionel Jospin a déclaré que son gouvernement restera ferme à l'encontre des sans-papiers. Sur les 150 000 personnes qui ont déposé leurs demandes, seule la moitié environ a obtenu un titre de séjour temporaire limité à un an. Près de 65 000 personnes restent sur le tapis alors qu'elles ont déposé leurs dossiers depuis l'été 1997 conformément aux circulaires de Chevènement.

Aujourd'hui, alors que le gouvernement commémore à grandes pompes le 50^{ème} anniversaire de la déclaration universelle de l'homme, dans plusieurs villes de France des travailleurs immigrés mènent un combat désespéré pour obtenir que ce gouvernement tienne ne serait-ce que ses propres promesses électorales. Ce gouvernement demeure impitoyable envers les sans-papiers. Le 26 novembre, les magistrats de la 12^{ème}

chambre de la cour d'appel de Paris ont condamné Sirine Diawara à un an de prison ferme. Trois autres sans-papiers ont été condamnés à trois mois et six mois fermes. Diawara et ses camarades ont été condamnés parce que dans l'avion qui devait les expulser en mars dernier vers Bamako, des passagers ont manifesté leur solidarité et ont obtenu qu'ils soient libérés.

En réalité ils ont été condamnés parce que le gouvernement veut faire un exemple pour bien montrer à l'ensemble des sans-papiers qu'il persiste et signe dans son acharnement à vouloir leur refuser la régularisation.

Pendant ce temps des entreprises de travaux publics, des secteurs du textile et de la maroquinerie continuent de profiter de cette situation pour faire des milliards de bénéfice sur le dos des travailleurs clandestins qu'ils surexploitent dans les conditions dignes du siècle dernier. Ce gouvernement qui se dit pourtant de

gauche ne veut surtout pas les inquiéter. Il laisse tranquille ces esclavagistes qui profitent de la situation de clandestinité forcée d'une partie des travailleurs pour tirer vers le bas tous les salaires. Les travailleurs sans-papiers se voient obligés d'accepter leur sort car ils sont dans une situation d'irrégularité qui les empêche de se défendre en tant que travailleurs. En plus ils sont à la merci permanente de n'importe quel contrôle policier et peuvent craindre d'être arrêtés, placés dans un centre de détention provisoire avant d'être purement et simplement expulsés du territoire français.

Eh bien ils ont montré avec l'aide de ceux qui les soutiennent qu'ils ne se laissent pas faire. Les regroupements dans les locaux syndicaux ou associatifs n'ont pas cessé, bien au contraire tout comme les rassemblements et les manifestations dans plusieurs grandes villes de France.

Il faut que Jospin et Chevènement reculent.

FRONT NATIONAL

BRAS DE FER ENTRE DEUX DIRIGEANTS RACISTES ET XENOPHOBES

Jean Marie Le Pen, président fondateur du Front National a annoncé au cours d'une conférence de presse le 11 décembre, à Saint-Cloud, la "suspension" de Brunot Mégret, le numéro deux de ce parti. Il a qualifié Mégret et quatre de ses partisans de "traîtres".

Mégret a aussitôt répliqué: "La décision de Jean Marie Le Pen est nulle et non avenue"; il demande la convocation d'un congrès extraordinaire pour statuer sur son cas. Ses partisans recueillent des signatures auprès des militants pour appuyer cette demande.

Le conflit qui oppose ces deux leaders ne se situe pas au niveau

politique. Tous les deux demeurent fidèles à leurs idées ultra-réactionnaires. C'est une querelle de personnes. Le Pen entend rester seul capitaine à la barre du FN tandis que son dauphin Mégret cherche à l'évincer. Cette rivalité a sans doute éclaté au grand jour avec le refus de la candidature de ce dernier comme tête de liste aux prochaines européennes.

Du coup, profitant de ce conflit, certains partis de droite louchent vers cette organisation d'extrême droite. Ils cherchent à courtiser ses militants et son électorat. Ainsi, Charles Millon, ancien dirigeant du RPR, qui vient de créer son parti à la suite de son

exclusion, a déclaré à un journal que les "déçus" du FN ont la "possibilité de venir militer chez nous".

Quoi qu'il en soit, pour les travailleurs, que cette brouille trouve un compromis ou qu'elle aboutisse à une nouvelle formation, le danger que représente l'extrême droite foncièrement anti-ouvrière n'est pas écarté.

Car derrière le Front National par exemple, se rassemblent nombre de petites gens et même des ouvriers que la crise a jetés dans les bras de cette organisation.

Jusqu'à présent la préoccupation du Front National se situe

essentiellement sur le terrain électoral. Il s'agit d'accéder au pouvoir politique par la voie légale, c'est-à-dire par les élections.

Mais si la crise qui perdure s'aggrave davantage, et que les travailleurs se mobilisent au moyen de grèves pour défendre leurs intérêts, il n'est pas dit que la grande bourgeoisie ne fasse appel à cette extrême droite anti-ouvrière, et même qu'elle ne la finance pour jouer aux briseuses de grèves, aux briseuses des organisations ouvrières. Les militants et sympathisants du Front National peuvent devenir des ennemis mortels pour la classe ouvrière dans son ensemble.

LE CHAMPAGNE VA COULER A FLOT POUR LA MINORITE DE PRIVILEGES EN AFRIQUE.

En cette période de fêtes de fin d'année, le Champagne, le Whisky et autres boissons alcoolisées de luxe, devraient, selon les prévisions des importateurs de ces produits dans les pays africains, atteindre des chiffres records. Dans le passé, tour à tour, le Gabon, le Cameroun, la Côte d'Ivoire ou le Congo avaient déjà battu leur record dans la consommation de ces boissons onéreuses, (symbole de la "réussite" sociale pour la classe des privilégiés dans certains pays d'Afrique) tant il est vrai que malgré une misère généralisée qui règne dans nos pays, la petite minorité de riches n'a jamais été aussi riche au milieu d'un océan de misère. Soit dit en passant que ce n'est pas parce que les autres pays d'Afrique ne sont pas cités parmi les relativement gros consommateurs de ces boissons que les riches y sont moins riches ou que l'exploitation ou les vols des deniers publics y sont moindres. C'est seulement parce que ces boissons alcoolisées importées y sont moins consommées pour des

raisons multiples dont celle de la religion.

Il suffit seulement d'observer le nombre de voitures de luxe, des Mercedes ou de BMW dernier cri, des 4x4 spacieuses et chromées, de compter le nombre de villas de luxe qui se construisent dans les quartiers résidentiels d'une ville comme Abidjan pour imaginer la richesse qui se concentre entre les mains d'une classe de privilégiés, y compris des autochtones. Ces richesses, faut-il le rappeler, proviennent la plupart du temps des détournements de fonds publics ou de trafics en tous genres quand ils ne viennent pas directement de l'exploitation sauvage des travailleurs des villes ou des petits paysans des campagnes qui produisent les matières premières telles que le café, le cacao, le coton ou autres produits d'exportation. Les salaires sont tellement dérisoires et les conditions de travail tellement atroces qu'on s'y croirait encore à l'époque des temps de la

colonisation. C'est dans ces conditions que les exploiters font fortune.

Alors, le champagne va couler à flot pour ces derniers mais pour la grande majorité ces fêtes risquent d'être une frustration de plus car même si le coeur y sera peut-être - après tout pourquoi les pauvres n'auraient-ils pas droit à la fête?- le portefeuille n'y sera

certainement pas. Et s'il y a un souhait que l'on pourrait faire à l'occasion de cette fin de l'année c'est que l'année prochaine soit pour les travailleurs et pour l'ensemble des exploités une année où ils pourront faire payer aux exploiters le prix de toutes les souffrances que leur système fait subir depuis des générations à l'ensemble des classes laborieuses.

MADAGASCAR

PESTE ET TUBERCULOSE SUR FOND D'EXPLOITATION ACCRUE DES CLASSES PAUVRES

Dans les campagnes, la situation des paysans pauvres est devenue catastrophique. D'une part à cause des calamités naturelles telles que les cyclones, la sécheresse, et la crise d'autre part.

Les paysans ruinés fuient de plus en plus les campagnes pour venir peupler les bidonvilles des

développement important du fait que les ordures ne sont plus ramassées dans certains quartiers. De plus les gens dorment à même le sol sur une simple natte, à la merci non seulement des morsures de ces bêtes mais aussi des puces qui peuvent transmettre la maladie à l'homme. Une autre forme de la peste, la peste bubonique fait des ravages sur les animaux domestiques tel que le porc. Le gouvernement se contente d'interdire la vente de cette viande. Dans les quartiers pauvres cette mesure n'est pas appliquée car c'est souvent la seule viande que les gens peuvent encore acheter.



grandes villes. Là ils sont entassés dans des habitations précaires souvent faites de carton et de toile de jute au milieu des marécages infectés de microbes, et où pullulent également le rat noir qui véhicule la peste (c'est le cas de la capitale).

Ce rat connaît actuellement un

Les conditions sanitaires et la malnutrition sont tellement aggravées que la tuberculose fait également un retour en force. Ces deux maladies sont guérissables relativement facilement si un traitement aux antibiotiques est appliqué à temps et si les gens mangent à leur faim et accèdent à des conditions sanitaires acceptables. Le gouvernement ne fait rien dans ce sens tout comme il n'a rien fait contre les invasions de criquets qui ont gravement endommagé les champs de riz qui constitue l'aliment de base de l'île. Les prix de cette denrée commencent à flamber

tout comme ceux des autres produits agricoles.

Il y a peu de temps Ratsiraka l'actuel président a fait une tournée de plusieurs semaines en Europe pour obtenir des crédits supplémentaires mais surtout pour inviter les industriels et les banquiers à venir investir dans le pays. Pour les rassurer des bonnes dispositions actuelles du régime, il s'est même engagé à rembourser les intérêts des entreprises, essentiellement françaises, qui se seraient senties lésées lors des nationalisations effectuées il y a plus de 20 ans. La banque française, "Société Générale" vient de faire, pour une bouchée de pain, l'acquisition de la BFV la principale banque nationale du pays, dans le cadre d'un vaste programme de privatisations tous azimuts.

Mais le président n'a pas fait le voyage que pour ça. Il en a profité pour acheter un hélicoptère soi-disant pour la lutte anti-acridienne. Une fois de retour au pays, il a offert cet hélicoptère à un homme d'affaires local qui se trouve être son propre fils.

Mais il n'y a pas que le président qui agit sans scrupule. Ce sont tous les notables détenteurs des postes à tous les niveaux qui agissent de la sorte et se contentent de se remplir les poches comme ils peuvent. Les députés, ceux liés au pouvoir ou ceux de l'opposition, mènent en ce moment une lutte auprès du premier ministre pour obtenir le droit de voyager par avion aux frais de l'Etat. Ils

réclament également la mise à la disposition de chacun d'eux d'un véhicule 4 X 4, d'un téléphone portable et de bien d'autres avantages substantiels.

Mais tout cela est peu de chose au regard de l'enrichissement de plus en plus visible d'un certain nombre de commerçants et autres businessmen qui étalent avec arrogance leurs richesses licites ou illicites.

Les conditions de travail et de vie se dégradent d'année en année pour les travailleurs. Les "zones franches" initialement prévues dans certaines limites géographiques se sont généralisées, si bien que les travailleurs ne bénéficient plus d'aucune sorte de protection. Il n'est pas rare de voir des salaires mensuels équivalents à 100 FF.

Il y a un mois les fonctionnaires ont participé à une journée d'action et de rassemblement pour, entre autres, réclamer le smig à 450 FF. Les dirigeants syndicaux à l'initiative de ce mouvement sont pour la plupart membres soit du parti au pouvoir, soit des partis qui soutenaient l'ancien régime d'Albert Zafy. Ce dernier, du temps où il était au pouvoir, a toujours refusé d'accorder ce minimum. C'est lui, ainsi que d'autres dignitaires corrompus d'hier, qui sont invités par les dirigeants syndicaux à conduire le timide mouvement de contestation actuel.

Autant dire que pas grand chose de bon ne pourra en sortir pour les travailleurs.

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.

- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.